



s'agrippent les nostalgiques. Séparer rapidement les élèves n'est ni juste, ni avisé. Les plus faibles se découragent. Les plus forts se croient arrivés. Comme l'affirmaient, il y a quarante ans déjà, les enfants du village italien de Barbiana, « *une école [obligatoire] qui sélectionne détruit la culture ; aux pauvres elle enlève les moyens d'expression ; aux riches elle enlève la connaissance des choses.* » Le « délire » est moins dans la recherche de l'intégration que dans l'idée fantasmagique de tirer les plus faibles vers le haut en réduisant structurellement les attentes... Dans un système ségrégatif, chacun s'enferme dans son cocon, méprisant l'autre, cultivant l'aversion plutôt que la saine émulation. Au total, on perd en interactions, en défis, en stimulations.

Les maîtres les plus efficaces sont ceux qui, au contraire, ont des visées élevées pour toute la classe et tirent parti des différences. Les écoles de pointe organisent des remédiations rapides et ciblées, permettant le maintien de chaque élève dans sa volée. Les pays les plus performants (Finlande, Hong-Kong, Corée, etc.) ont une filière intégrée jusqu'à 15 ou 16 ans. C'est parce qu'ils poussent tout le monde vers le haut – et sélectionnent *après* plutôt qu'*avant* la formation – que leurs résultats moyens dépassent les nôtres. On se trompe en faisant toujours – et sans preuve – l'apologie des vieilles méthodes : dans l'enseignement de base, les systèmes à différenciation trop précoce (Allemagne, Suisse, Belgique, etc.) protègent les enfants bien nés et dissuadent les autres de s'accrocher. L'échec et le sentiment d'indignité qu'ils produisent sont des fardeaux pour la société, pas des leviers.

Il faut continuer de l'affirmer, car les faits seront plus têtus que les idées simples et les ukases, fussent-ils populaires : préférer deux ou trois filières hermétiques à une vraie politique de soutien scolaire et de pédagogie différenciée n'est pas qu'une erreur ; pour qui aime l'effort (et le sport), c'est un autogoal. Soit les capacités des élèves sont préétablies, et ils ne sauraient en sortir, quelle que soit leur note d'application ; soit nous voulons qu'ils se transcendent, et quel savoir pouvons-nous *au départ* leur interdire ? Les athlètes s'entraînent six heures par jour pour *développer* leurs aptitudes, pas pour se cantonner « *aux limites de leurs capacités* ».

On sait qu'à Genève, le débat est verrouillé. Le peuple ne pouvant – paraît-il – pas se tromper, un système inefficace et profondément injuste va s'installer : trois sections hiérarchisées au cycle d'orientation, une sélection renforcée en fin d'école primaire, des oppositions des parents augmentées d'autant, une pression sur les maîtres de 6P (qui feront pression sur ceux de 5P, qui presseront ceux de 4P, etc.), une multiplication des mesures soi-disant « préventives » de redoublement, d'accompagnement, de soutien strictement individuel pour ne pas « ralentir » les plus rapides alors que tout le monde est justement *pressé*, etc. Il n'est pas agréable de jouer les oiseaux de mauvais augure, mais comment prétendre à un avenir meilleur dès lors que sont figées dans la loi les méthodes qui ont démontré leur échec ? Plus la pression sélective sera forte, plus l'angoisse va monter, et plus les solidarités vont se défaire. Tout le monde souffrira de la compétition, surtout les plus faibles, les plus pauvres, ceux qui n'auront les moyens, ni de demander des dérogations, ni de payer de avocats ou des écoles privées pour contourner les obstacles légaux. Si ce qui a été promis est appliqué, ni les directeurs d'école, ni un nouvel horaire, ni le plan d'études romand n'éviteront cette dérive. Dans le canton de Vaud, Anne-Catherine Lyon a fait le pari d'élever le niveau en repoussant la sélection : elle risque de démontrer aux Genevois et à Charler Beer – mais un peu tard – qu'ils se sont trompés de direction. Il n'est pas sûr que notre ministre l'ignore : maintenant élu, peut-être pourra-t-il, sinon agir autrement, au moins parler franchement.

Dans le même ouvrage que Jacques Neiryck, sa collègue de parti Anne Seydoux, présidente de la Fédération des associations de parents de la Suisse romande et du Tessin, rêve d'une école « *qui intègre tous les enfants et leurs différences* ». Comment le député d'une formation politique qui prétend « *mettre l'humain au centre* » peut-il affirmer de son côté que « *l'éducation ne vise pas à intégrer le plus grand nombre* » ? L'intégration sociale *par la connaissance* (et non pas *contre* elle) n'est pas un rêve : c'est un fait historique et, pour notre avenir, une nécessité. Oui, nos enfants vont devoir faire l'effort de se surpasser. Oui, nous devons le faire nous-mêmes – enseignants, parents, élus – pour réaliser ensemble l'école unique, équitable et de qualité, qu'ont voulue nos aînés. Genève a reculé, mais elle devra sauter. Irons-nous « *aux limites de nos capacités* » ? Mieux vaudrait, une fois de plus, les repousser. Ce que nous ont appris les scientifiques et nos maîtres, n'est-ce pas que la vie a sans cesse dépassé ses limites, et qu'ainsi est née l'humanité ?